



Acceptation par le public des mesures de gestion de crise

La pandémie de Covid-19 a mis à mal les systèmes de santé, l'économie et presque tous les aspects de la vie quotidienne. Partant de ce constat, le Conseil suisse de la science CSS a analysé comment préparer la Suisse aux crises à venir, qui pourraient être très différentes. Pour ce faire, il a recueilli l'expertise de scientifiques et de représentants ou représentantes de la société civile, de l'économie, de la politique et de l'administration. Dans un rapport à paraître prochainement, le CSS aborde la préparation aux crises à travers le concept de l'acceptation.

Dans presque toute crise majeure, un changement de comportement de la population est nécessaire à la mise en œuvre de mesures efficaces. L'acceptation par le public des mesures de prévention et de gestion de crise crée les conditions de ce changement comportemental. En Suisse, l'acceptation est soutenue par la démocratie directe et le fédéralisme. Mais lors d'une crise, l'urgence suscite un renforcement des processus de décision internes du gouvernement. Ce mode de fonctionnement est accepté dans les situations extraordinaires brèves et aiguës, beaucoup moins si la crise se prolonge. Les décideurs politiques doivent trouver des moyens de préserver l'adhésion de tous, en réinventant la participation, sans nuire à l'action politique.

En période de grande incertitude, de nombreux chercheurs s'engagent pour offrir une aide à la décision. Leur contribution est indispensable pour interpréter les données et les résultats scientifiques disponibles. Mais les experts doivent d'abord clarifier leur rôle au sein de la politique et de la société, tant pour eux-mêmes que vis-à-vis des autres.

Le CSS identifie des champs d'action et formule les recommandations suivantes concernant la société, la politique et la science:

Calibrer les attentes

Face à des crises peut-être plus fréquentes, voire simultanées, il n'y aura pas de solution simple. Pour que la population adhère aux mesures difficiles, elle doit être en mesure d'évaluer les risques, sans les exagérer, ni sous-estimer leurs effets à long terme. En outre, il est important d'apprécier le potentiel et les limites de la science et de la politique.

Partager les données pertinentes pour la société

Les autorités doivent s'assurer que leurs décisions se basent sur des données diversifiées et disponibles en temps utile. Les sciences, notamment les disciplines sociales, doivent mettre en place un cadre conceptuel d'indicateurs pertinents. Cela implique une accélération de la mise en place de la gestion nationale des données et une coopération plus étroite entre les autorités cantonales et fédérales. Dès le début d'une crise, un suivi scientifique des mesures cantonales s'impose.

Créer des plateformes de dialogue

Pour assurer la cohésion et l'acceptation au sein de la société, des formes d'échange variées restent à inventer, en ligne comme en présentiel. Une culture du débat respectueuse et laissant la place aux voix contradictoires devrait être encouragée.

Inclure les communautés étrangères

Les autorités doivent s'adresser explicitement aux personnes issues de l'immigration par le biais de l'école, des entreprises et des services spécialisés. Ceci implique aussi d'écouter les communautés étrangères et d'apprendre de leur expérience pour faire face aux crises. De manière générale, la Suisse n'exploite pas suffisamment ce potentiel.

Être accessible et rendre des comptes

L'ouverture et la transparence constituent les bases du leadership, même en période de forte pression. Les décideurs politiques doivent communiquer de manière proactive sur l'organisation interne de la gestion de crise. A la fin d'une crise, des évaluations indépendantes doivent être mandatées.

Mobiliser les experts

Les hautes écoles doivent identifier des experts et leur apporter le soutien nécessaire, par exemple s'ils sont appelés à servir au sein de comités ou à répondre aux médias. Les hautes écoles doivent encore développer la communication scientifique en tant que pratique (distincte de la communication institutionnelle) et en tant que discipline.

Communiquer et écouter

Les scientifiques doivent se former aux bonnes pratiques de communication et mieux connaître les rouages du système politique suisse. Les organisations scientifiques devraient s'adresser aux individus de tous les pans de la société, surtout ceux qui ne suivent pas l'actualité scientifique de près.

Étudier l'impact des médias sociaux

Compte tenu de l'influence de la circulation de l'information sur la confiance au sein de la société, la Confédération devrait lancer un programme national de recherche consacré à l'importance des médias et des médias sociaux pour la démocratie suisse.

Jeter des ponts entre science et politique

Sans attendre le début d'une crise, une meilleure entente de base entre science et politique doit être mise en place. Des interactions régulières doivent permettre une connaissance mutuelle des personnalités, des mécanismes, des pratiques et des problèmes respectifs.

Documentation

Conseil suisse de la science (2022). Acceptation par le public des mesures de gestion de crise. Les enseignements de la pandémie de Covid-19. Résultats de deux ateliers et analyse par le Conseil suisse de la science. Document CSS 1/2022 (à paraître).

Informations supplémentaires :

Site web du CSS :

<https://wissenschaftsrat.ch/fr/>



Rapport annuel 2021 du CSS :

<https://jahresbericht.wissenschaftsrat.ch>

